J'appelle d'ailleurs l'attention sur le fait que toutes les chutes, désormais concédées, reviennent à l'Etat à l'expiration du contrat ; il convient donc de ne pas *suresimer*, aujourd'hui l'évaluation des besoins en énergie à satisfaire dans un avenir relativement prochain ; il faut demander le nécessaire et non le superflu, sous peine d'immobiliser des richesses nationales indispensables au développement de l'industrie.

Enfin, il va de soi que chaque service public doit être étudié dans son ensemble, étant données les répercussions techniques et financières que peut avoir, sur l'exploitation, la substitution de l'énergie hydro-électrique à telle autre forme de l'énergie dans une région déterminée.

C'est ainsi qu'il appartiendra au service du contrôle des chemins de fer de mener à bien, d'accord avec les services techniques des réseaux de chemins de fer, le travail concernant les voies ferrées d'intérêt général.

Pour les voies navigables et les ports maritimes, ce sont les ingénieurs qui en sont chargés qui devront indiquer les quantités d'énergie dont ils auront besoin.

Dans chaque département, l'ingénieur en chef devra établir, après accord avec les chefs de service dépendant du Ministère de l'agriculture ou du Ministère de l'armement et avec les autorités départementales, les quantités d'eau et de force motrice nécessaires au développement de tous les autres services publics, notamment des voies ferrées d'intérêt local, des transports sur routes, des irrigations, des assainissements et autres améliorations agricoles, etc.

Tous ces travaux seront centralisés au Ministère.

II. - SATISFACTION DES BESOINS

Une fois ainsi déterminés les besoins des services publics, les évaluations relatives à chaque région seront communiquées par l'administration supérieure à l'un des ingénieurs en chef chargés des plans d'aménagement des bassins et vallées de cette région ; il aura à s'entendre avec ses collègues voisins pour envisager les moyens propres à leur donner satisfaction.

La méthode suivie jusqu'à ce jour et qui consiste à réserver, lors de chaque concession, une certaine fraction de l'énergie, pourra continuer à s'appliquer lorsqu'il s'agira de besoins déterminés et d'emploi assez prochain ; mais, si l'on opérait uniquement ainsi, on risquerait de ne disposer que de petites réserves, très dispersées, qu'il serait souvent difficile et onéreux de grouper et dont l'immobilisation pourrait aboutir finalement à de réelles pertes d'énergie, sans aucune contre-partie.

L'évaluation d'ensemble à laquelle il aura été procédé, d'une part, de la quantité d'énergie nécessaire au fonctionnement des services publics, d'autre part, des forces disponibles par bassin et par vallée, permettra d'établir un programme rationnel et complet, destiné à satisfaire ces services en tenant compte, toutefois, de leurs exigences propres. En particulier, en ce qui concerne la traction, on examinera, parmi l'ensemble des chutes de chaque région, celles qui seront le mieux appropriées à satisfaire totalement ou partiellement aux nécessités du trafic par chemin de fer ; il faudra, soit réserver ces chutes à l'Etat ou aux grands services publics, soit ne pas manquer de spécifier, en concédant ces chutes spéciales, que la totalité de l'énergie nécessaire aux services publics devra être tenue à leur disposition.

Les conditions dans lesquelles il sera donné satisfaction aux besoins préalablement évalués des services publics pour-

ront d'ailleurs prêter à de multiples combinaisons, arrêtées d'accord entre l'Administration et les concessionnaires.

L'essentiel est de ne pas perdre de vue ces deux aspects opposés de la question : d'un côté, réserver aux services publics, soit pour le présent, soit pour un avenir prochain, la quantité d'énergie électrique nécessaire à leurs besoins ; d'un autre côté, prendre toutes les mesures nécessaires, notamment en ce qui concerne la fixation des délais de préavis à la charge des services bénéficiaires, pour ne pas immobiliser inutilement de précieuses quantités d'énergie et entraver les initiatives privées et les progrès industriels désirables. (Voir les circulaires antérieures. N.D.L.R.).

Enfin, il appartiendra au Conseil supérieur des travaux publics, à qui j'ai décidé de soumettre l'ensemble du travail, de formuler un avis motivé, aussi bien sur l'évaluation des besoins des services publics que sur les moyens propres à les réaliser, en tenant compte, bien entendu, des besoins économiques en général et, notamment, de ceux des industries qui ne peuvent se développer qu'en utilisant l'énergie électrique, telle que l'électro-chimie et l'électro-metallurgie.

III. - OBSERVATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

J'attache une importance extrême à ce que toutes les études relatives à ce double programme, que je résume ci-après, soient faites avec le plus grand soin ;

D'une part, évaluation, dans des limites aussi rapprochées que possible, des besoins présents et futurs des grands services publics, en tenant compte de leur transformation éventuelle.

D'autre part, indication, dans l'établissement des plans d'aménagement des eaux par bassin et vallée, des moyens propres à satisfaire ces besoins par la mise en œuvre de chutes spéciales ou par l'utilisation des réserves nécessaires en eau et en énergie, prélevées sur les chutes importantes affectées à d'autres usages, tout en ayant soin que ces réserves soient immobilisées le moins longtemps possible.

Ainsi s'opérera, en sauvegardant l'avenir, le partage de l'énergie entre les besoins des services publics et les intérêts de l'agriculture et de l'industrie, que nous devons également avoir à cœur de développer et d'encourager.

Paris, 24 août 1918.

Le Ministre des Travaux Publics et des Transports,
A. CLAVEILLE.

LE NOUVEAU PROJET DE LOI RELATIF AUX

TRAVAUX D'AMÉLIORATION DU RÉGIME DES COURS D'EAU

Que nos lecteurs se rassurent : nous ne voulons point leur parler à nouveau du projet de loi sur l'Energie hydraulique, déposé à la Chambre le 24 juillet 1917, qui, préparé par une Commission extra-parlementaire, est actuellement soumis à toutes les discussions et études d'une Commission parlementaire. Nous n'en reparlerons que lorsque la discussion s'ouvrira à la Chambre. Mais nous voulons aujourd'hui les entretenir d'un projet qui est en marge du premier, et qui, présenté par M. Victor BORET, Ministre de l'Agriculture, et M. LOUCHEUR, Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre, figure au *Journal Officiel* du 8 juin 1918, page 553 des documents parlementaires, annexe N° 4604, que *La Houille Blanche* a reproduit dans son précédent numéro de septembre-octobre.

La caractéristique de ce nouveau projet se trouve dans ce fait que, même indépendamment du premier, il pourrait entrer en vigueur avant lui. Ce qui le rend assez difficile à comprendre, c'est la terminologie un peu spéciale qu'emploient les textes relatifs aux associations syndicales. Le rendre accessible à tout le monde, tel est le but de cette étude.

I

Premier objet du projet de loi : Constitution de l'Association. — Tout le monde parle de la nécessité d'améliorer le régime des cours d'eau non navigables. Certains industriels et plusieurs grosses sociétés qui ont l'énorme avantage d'agir plus qu'elles ne parlent, ont même décidé de donner à l'administration des Eaux et Forêts une contribution pour intensifier le reboisement et le regazonnement dans les régions dévastées par la rage sauvage avec laquelle les paysans, au commencement du dix-neuvième siècle, ont défriché les propriétés féodales et ecclésiastiques qui jusqu'à cette époque avaient conservé leurs frondaisons touffues. Dans les hauts bassins de nos rivières alpestres, quelques surfaces considérables sont aujourd'hui délivrées de cette descente terrible du sol qui paraît à tout jamais enrayée, grâce aux travaux faits au moyen de ces subventions.

Mais, ainsi qu'on le perçoit facilement, c'est l'œuvre des siècles à venir et, en admettant même que cette question soit comprise de tous, il faudrait, pour améliorer tout notre *Système Haut-Forêtier*, poursuivre partout et sans arrêt cette œuvre de patience. L'industrie demande des résultats plus rapidement tangibles ; de plus, — hélas — il y a des localités où le sol est déjà tellement « malade », si profondément mis à nu jusqu'au rocher, que le regazonnement lui-même est impossible. Il faut donc recourir à un second moyen destiné à amortir l'effet terrible des crues ; à emmagasiner l'eau dans des retenues, à la restituer au cours d'aval d'une façon très régulière, en un mot il faut créer des bassins-réservoirs. Qui ne sait que la réserve exécutée à l'amont peut améliorer jusqu'au confluent toute une rivière, remplacer par un régime constant le débit le plus torrentiel, et, soit pour les agriculteurs, soit pour les simples habitants échelonnés le long du lit, supprimer les dangers terribles de l'inondation.

Créons donc des bassins-réservoirs ! Tel est le cri général.

Mais, aussitôt que cette décision est prise — à l'unanimité des parties intéressées — chacun espère que la propriété voisine supportera tous les frais, et qu'il aura seulement à jouir de l'effort des autres, sans délier les cordons de sa bourse.

C'est pourquoi les résultats n'ont pas été aussi considérables que l'on aurait pu l'espérer. Sans doute on peut citer les bassins créés par le Ministère de l'Agriculture dans les Pyrénées en vue de régulariser le débit de la Neste et de dix-huit autres rivières qui, issues du plateau de Lannemezan vont arroser les Hautes-Pyrénées, la Haute-Garonne, le Gers et le Lot-et-Garonne ; dans les mêmes conditions, des réservoirs sont en construction dans les Alpes pour augmenter en été le débit du Drac, d'autres sont projetés pour améliorer le régime de la Durance et du Verdon. Mais une législation nouvelle permettant de généraliser ces efforts d'essai, et ces tentatives de précurseur, doit intervenir, pour permettre aux pionniers de la première heure :

1° Aujourd'hui, de créer (au besoin par expropriation dans des conditions nettement déterminées) les barrages nouveaux.

2° Demain, de récupérer chez ceux auxquels ils ont apporté une amélioration une partie des fonds engagés.

Comment le projet de loi comprend-il la création des travaux d'amélioration ?

Il pose en principe l'établissement d'associations syndicales libres, c'est-à-dire groupant seulement tous ceux qui peuvent avoir intérêt à faire tel ou tel travail.

L'exposé des motifs insiste avec raison sur cette idée qu'à son début tout au moins, l'association doit être « libre » sans que la majorité puisse, est-il dit, contraindre une minorité à faire partie de l'association. Et cette remarque était parfaitement nécessaire : il y a en effet plusieurs sortes d'associations syndicales : les associations libres et les associations autorisées.

Sans doute elles présentent ce caractère commun qu'elles ne peuvent intervenir que pour certains travaux énumérés à la loi de juin 1865 : 1° de défense contre la mer, les fleuves, les torrents et rivières navigables ou non navigables ; 2° de curage, d'approfondissement, redressement et régularisation des canaux et cours d'eau non navigables ni flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation. 3° d'irrigation et de colmatage (1).

Mais entre elles il y a cette différence profonde que l'association libre vit sans le concours de l'administration ; elle est constituée par la rédaction, la signature, la publication des statuts dans un journal de la localité, leur reproduction dans le recueil des actes administratifs de la préfecture, et l'association entreprend et conduit son existence conformément à ce qui a été convenu ; elle fixe elle-même les cotisations de ses membres, contracte à titre onéreux, fait toutes les acquisitions et les installations nécessaires ; toutefois, elle est susceptible d'être souvent arrêtée dans le programme général qu'elle s'est donné : si elle trouve un propriétaire qui refuse de lui vendre, soit un terrain, soit un droit de passage ou d'appui, elle ne peut le contraindre, l'usage de la loi sur l'expropriation lui étant complètement interdit. C'est alors qu'elle peut, sous certaines conditions, demander à être classée dans la seconde catégorie : l'autorisation autorisée, catégorie qui jouit de nombreux avantages, énumérés dans les articles 15, 16, 17 de la loi du 21 juin 1865 (corrigée sur certains points par la loi du 22 décembre 1888) : tout d'abord les taxes et cotisations sont recouvrées en la forme des contributions directes sur des rôles dressés par le syndicat chargé de l'administration de l'association ; les contestations relatives à la fixation du périmètre du terrain sont jugées comme en matière administrative ; et enfin, nul propriétaire compris dans l'association ne peut, après le délai de quatre mois, à partir de la notification du premier rôle des taxes, contester sa qualité d'associé ou la validité de l'association.

Mais, bien plus, à côté des avantages que la loi donne *ipso facto* à toute association autorisée il n'appartient qu'à elle seule de présenter à l'autorité administrative, le plan des travaux pour lesquels l'arme de la dépossession des tiers au moyen de l'expropriation avec indemnité est rigoureusement interdite.

Supposons par exemple qu'un syndicat d'usinière, constitué sous forme d'association libre, établisse un barrage réservoir sur un terrain qu'il acquiert à l'amiable ; aucune difficulté ne se présente ni pour la constitution, ni pour l'acquisition : les travaux rentrent bien dans la série de ceux qui sont visés par l'article 1^{er} de la loi, comme pouvant faire l'objet d'une association syndicale ; quant aux achats ils sont

(1) Nous ne citons évidemment que ceux qui peuvent être relatifs à la nature des opérations que nous envisageons.

faits très régulièrement par les administrateurs du Syndicat, à qualité.

Mais il faut, pour accomplir complètement le projet rigoureusement nécessaire, obtenir d'un tiers récalcitrant la cession d'une parcelle ; les prodiges d'habileté, de souplesse, de tentation, que le syndicat a mis en œuvre pour obtenir une vente à l'amiable ont échoué ; il faut, par conséquent, trouver un moyen juridique : le projet de loi le donne en permettant la conversion de l'association en association autorisée : remarquons bien que cela ne veut pas dire que le propriétaire obstiné sera englobé de force dans le syndicat. Si telle avait été l'intention des auteurs du projet, ils auraient pris un autre moyen, consistant dès le début dans la création d'un syndicat autorisé. Cela est en effet possible dans certaines conditions, en mettant en œuvre l'article 9 de la loi du 21 juin 1865, d'après lequel les propriétaires intéressés aux travaux spécifiés aux premiers numéros de l'article 1^{er} peuvent être réunis d'emblée en associations syndicales autorisées, soit sur la demande d'un ou de plusieurs d'entre eux, soit sur l'initiative du maire ou du préfet ; sans doute, certains travaux ne peuvent devenir l'objet d'une association autorisée que s'ils sont, au préalable, reconnus d'utilité publique par un décret rendu en Conseil d'Etat (article 9) ; mais parmi les travaux qui sont l'objet de cette restriction, on ne découvre pas ceux qui intéressent la défense contre les torrents ou rivières, le curage et la régularisation des cours d'eau ; il aurait donc été théoriquement possible de créer une association forcée englobant tous les terrains nécessaires, mais on ne s'en serait pas moins heurté en pratique à une très grosse difficulté. D'après l'article 12 de la loi du 21 juin 1865, le préfet ne peut autoriser la constitution que « si la majorité des intéressés aux travaux représentant au moins les deux tiers de la superficie des terrains, ou les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie, ont donné leur adhésion ». Or, cela est très facile à calculer quand il s'agit de propriétés agricoles à défendre ou à améliorer ; mais quand il faut mettre dans le même syndicat des agriculteurs qui ne calculent que d'après les surfaces à inonder et des industriels qui ne sont propriétaires que de droits de riveraineté ou, si l'on veut, de hauteurs de chutes, la répartition des intéressés pour recueillir un vote et fixer la majorité à obtenir est impossible à établir.

Voilà pourquoi le projet de loi ne prévoit pas dès le début l'association autorisée, mais ne groupe d'abord que ceux qui veulent s'unir volontiers, sauf à déposséder celui qui refuserait son concours, en recourant à son expropriation, et, pour y arriver, à passer par l'étape de l'association autorisée.

D'où il résulte plusieurs conséquences, qu'explique le projet de loi :

1^o Il n'y aura au début que des associations libres.

2^o Elles pourront demander plus tard leur conversion en associations autorisées, et n'auront pas besoin pour cette conversion de réunir d'autre majorité que celle qui sera indiquée comme nécessaire par leurs statuts.

3^o La conversion de cette association ne fera entrer dans le sein de l'association aucun élément nouveau, c'est-à-dire qu'elle n'englobera aucun membre récalcitrant.

C'est ce qu'explique en termes excellents le projet de loi : « La nécessité d'un système comportant la double étape — association libre et association autorisée — résulte des considérations ci-après : malgré les avantages que présente l'emmagasinement de réserves pour tous les usagers du cours d'eau qu'elles alimentent, il n'a paru possible, sans

« soulever de sérieuses objections, de donner d'office à une majorité d'entre eux le pouvoir de contraindre une minorité à faire partie d'une association. S'il en était ainsi, d'ailleurs, les bases adoptées par les lois de 1865 et de 1888 seraient inapplicables, puisqu'elles ne considèrent que la superficie ou l'impôt foncier des terrains intéressés, alors que, dans les associations de la nouvelle catégorie, il faudrait envisager encore les propriétaires des chutes, ce qui nécessiterait l'intervention de nouveaux éléments, notamment la variation de la puissance de l'usine pendant l'année. Pour éviter ces complications, le projet de loi porte que les travaux doivent tout d'abord donner lieu à la constitution d'associations libres, c'est-à-dire formées par le consentement unanime des associés. Quand cette association se fera ensuite autoriser, sa composition restera la même ; elle ne s'agrégera personne de force, il est dès lors naturel de laisser aux statuts librement acceptés par tous les associés, le soin de régler les conditions dans lesquelles la transformation en association autorisée sera demandée à l'administration, procédure d'ailleurs conforme à la loi de 1865 ; cette loi précise et n'impose des conditions de majorité déterminées une fois pour toutes que s'il s'agit de constituer immédiatement des associations autorisées. Lorsque l'association aura été autorisée, elle participera aux avantages comme aux obligations des groupements de cette catégorie. En particulier, elle pourra obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux à entreprendre ».

II

Deuxième objet du projet de loi : La contribution des usagers d'aval. — Les travaux effectués en amont d'un cours d'eau ont, comme nous l'avons dit plus haut, pour effet d'améliorer la situation de la rivière jusqu'au confluent. L'association autorisée pourrait voir avec inquiétude qu'après avoir fait tous les frais, en prenant tous les capitaux dans le cercle assez restreint des adhérents de la première heure, elle ne peut en récupérer la moindre part, chez ceux qui en profitent ; or, il est évident que l'on ne peut demander par la voie de l'expropriation une somme quelconque à un propriétaire, puisque l'expropriation a pour but de faire fixer une indemnité à donner, et non pas à exiger, et, d'autre part, l'expropriation ne permet pas d'étendre le périmètre des travaux publics en dehors des parcelles touchées par les travaux ; de sorte que ceux qui bénéficient de l'amélioration ne sauraient être ni contraints de laisser leurs terrains à ceux qui lui causent cette amélioration, ni actionnés en paiement d'une quote-part.

Pour faire cesser cette anomalie, l'article 2 crée un régime nouveau : à la condition d'en avoir reçu l'autorisation par un décret rendu en Conseil d'Etat, il permet à l'association autorisée de demander aux usagers des eaux de toutes catégories qui profiteront directement des améliorations du régime, une indemnité de plus-value qui sera réglée par le Conseil de Préfecture en cas de difficulté, sauf recours au Conseil d'Etat. Nous disons que c'est une disposition un peu nouvelle, car si elle trouve son principe et un précédent dans la loi du 16 septembre 1807, elle en diffère sensiblement ; l'article 30 de ladite loi précisait que « lorsque par suite des travaux déjà énoncés dans la présente loi, lorsque par l'ouverture de nouvelles rues, par la formation de places nouvelles, par la construction de quais ou par tous autres travaux publics généraux ordonnés et approuvés par le Gouvernement, des propriétés privées auront acquis une no-

« table augmentait de valeur, ces propriétés pourront être chargées de payer une indemnité qui pourra s'élever jusqu'à la valeur de la moitié des avantages qu'elles auront acquis ; le tout sera réglé par estimation dans les formes déjà établies et homologué par la commission qui aura été nommée à cet effet ».

Il est facile de noter les points de divergence entre ce texte de la loi de 1807 et le nouveau projet de loi.

1° La loi de 1807 institue une commission spéciale qui est chargée d'arbitrer la plus-value ; le nouveau projet de loi confie cette mission au juge de droit commun en matière administrative, c'est-à-dire au Conseil de Préfecture.

2° La loi de 1807 limite la somme à payer à la moitié de la plus-value ; le projet de loi ne la limite en aucune façon.

3° La loi de 1807 (dans son article 31) stipule que les indemnités seront acquittées au choix des débiteurs, en argent, ou en rentes constituées à 4 pour 100 net, ou en délaissement d'une partie de la propriété si elle est divisible ; ils pourront aussi délaisser en entier les fonds, les terrains ou bâtiments, dont la plus-value donne lieu à l'indemnité et ce sur l'estimation réglée d'après la valeur qu'avait l'objet avant l'exécution des travaux qui ont causé cette plus-value, le nouveau projet de loi ne prévoit aucune de ces facilités pour le propriétaire ; il contient d'autre part une innovation relativement au paiement de l'indemnité ; il accorde au Gouvernement le droit de spécifier dans le décret qui donnera l'autorisation à l'association de percevoir la plus-value de spécifier que cette somme pourra être acquittée par annuités, en tenant compte chaque année de l'utilisation effective des suppléments d'eau ou de force motrice résultant des travaux ; c'est là une innovation extrêmement heureuse, car il est impossible de dire d'une façon générale pour un avenir indéterminé, à combien doit être estimé l'accroissement d'une chute, mais il est beaucoup plus facile d'évaluer chaque année l'avantage qu'elle retire des ouvrages de régularisation, quand on chiffre le supplément de force qu'elle en obtient, et au fur et à mesure qu'elle le reçoit.

III

Extension du principe de la plus-value. — Le projet de loi veut encourager les collectivités (départements et communes) à la création de bassins-réservoirs, pour l'amélioration d'une région, sans création d'associations syndicales ; ces retenues pourront avoir pour motif la nécessité d'améliorer pour les intérêts agricoles le cours d'une rivière. Mais à l'avenir, les travaux accomplis auront pour effet d'améliorer, à l'égard des industriels qui viendraient à s'établir le régime de la force motrice ; le projet de loi veut que le principe de la récupération qu'il vient d'appliquer aux associations syndicales dans l'article 2, ait la même application en ce qui concerne les travaux effectués par les départements, communes, ou par leurs concessionnaires. Ce dernier mot fait envisager tout un avenir en réalité assez prochain. Personne ne met en doute que, quand on parle de travaux faits par des collectivités, il faut comprendre, en pratique, qu'elles se déchargeront du soin de les effectuer, sur l'industrie, et notamment sur celle qui captera les eaux en vue de créer une première usine : c'est d'ailleurs ce que l'on peut envisager de plus heureux pour les ouvrages eux-mêmes dans l'intérêt de leur stabilité et de leur bonne exécution, et aussi de leur prix de revient. On pourra donc exiger dans l'acte de concession à intervenir, l'établissement de retenues plus considérables que celles qui seraient nécessaires pour les besoins d'une seule usine, si l'on donne à cet industriel le droit de récla-

mer une participation aux usagers inférieurs, aux usiniers futurs qui viendront s'échelonner de l'amont à l'aval, de façon à reprendre une eau qui contrairement au charbon, ne s'évapore jamais en fumée, et est aussi utile après avoir servi une première fois que si on ne lui avait demandé aucun service. L'exposé des motifs ne cache pas, bien au contraire, cette manière de voir, puisqu'on y lit les lignes suivantes : « Le vote du projet de loi n'aura pas seulement pour effet de développer les améliorations de régime des cours d'eau par une intervention directe de l'Etat ; de nombreuses entreprises qui vont être concédées par lui à bref délai, pourront être soumises à l'obligation de constituer des réserves notablement plus importantes que ne l'exigeraient leurs besoins propres, dès lors que l'augmentation des dépenses sera couverte par une contribution des autres usagers des eaux intéressés. L'aménagement des cours d'eau pourra être ainsi réalisé, en mettant beaucoup mieux en valeur la force qu'ils peuvent produire ».

Il y aurait injustice à ne pas reconnaître que tout ce qui précède constitue un plan fort beau, sur le papier. Il reste à savoir ce que la réalisation donnera. Que bien des industriels me permettent de leur dire qu'ils doivent compter surtout sur eux-mêmes, ne pas ajouter une trop grande foi à la revendication future des plus-values, et à se méfier des procédures si lentes que l'on appelle les procédures administratives. Le meilleur moyen pour obtenir un résultat pratique, ce sera encore, comme des sociétés puissantes nous en ont donné l'exemple en Dauphiné, de s'entendre entre industriels, d'améliorer d'un seul coup le régime de tout un cours d'eau, et de se répartir les dépenses d'après une échelle donnée. Ceux qui ont assisté aux ouvrages d'amélioration d'un petit cours d'eau, le Breda, dans l'Isère, commencés et achevés sans autre base législative qu'une admirable et mutuelle confiance ancrée chez les uns et les autres, comprendront ce que je veux dire.

Paul BOUGAULT,

Avocat à la Cour d'appel de Lyon.

L'AMÉNAGEMENT DU RHONE

RÉALISÉ PAR

LE GROUPEMENT DES INTÉRESSÉS

I. — EXPOSÉ

« La Houille Blanche » a appelé, à bien des reprises, l'attention de ses lecteurs sur les problèmes économiques et techniques que soulève l'Aménagement du Rhône au triple point de vue de la Navigation, de l'Agriculture et de l'Industrie. C'est la grande voie de pénétration du trafic méditerranéen vers la Suisse et l'Europe centrale qu'il s'agit d'ouvrir et d'organiser. C'est une puissance hydraulique énorme à capter progressivement et à distribuer sur la moitié de la France, en liaison avec les forces hydrauliques des Alpes, du Plateau central et du Jura. C'est le rendement agricole de vastes surfaces de terres méridionales, actuellement sèches et arides, décuplé par l'irrigation.

Quel que soit le point de vue auquel on se place, les avantages à escompter, à échéance plus ou moins rapprochée, apparaissent comme un des plus importants facteurs qui puissent intervenir dans la reconstitution de nos ressources épuisées par la longue Guerre.